

La classe des milliardaires déclare la guerre aux classes populaires !

L'année 2026 est à peine entamée et, déjà, les menaces s'amoncellent. Après avoir bombardé le Nigeria le 25 décembre, Trump a fait enlever le 3 janvier le président vénézuélien, Nicolás Maduro, pour mettre la main sur le pétrole du pays. Puis il a une nouvelle fois menacé de bombarder l'Iran. Il vise maintenant le Groenland et les richesses de son sous-sol, menaçant de nouvelles sanctions économiques les pays qui ne l'accepteraient pas. En réponse, les pays européens ont déployé quelques troupes au Groenland et s'interrogent pour riposter aux sanctions commerciales de Trump par des contre-sanctions.

Le message de violence de Trump contre les classes populaires...

Bruits de bottes, chantage, menaces... En attendant, les budgets militaires s'envolent, et, pour les financer, nos dirigeants veulent s'en prendre encore à la santé, l'éducation, à tout ce qui nous rend service : la guerre des matières premières est déclarée et, si elle ne s'accompagne pas dans l'immédiat d'une guerre généralisée, elle tue déjà en Ukraine ou en Afrique et se double d'une guerre contre les classes populaires.

Aux États-Unis, Trump déploie l'ICE – les flics de l'immigration, des bandes de nervis masqués, armés, qui traquent tous ceux dont ils ont décidé qu'il s'agissait de « migrants ». Des gens, y compris des femmes enceintes, ont été sortis de leur véhicule, jetés à terre et arrêtés. L'ICE se livre à de véritables kidnappings, y compris d'enfants, dans les écoles, les lieux de travail ou les restaurants. À Minneapolis, dans le Minnesota, un flic de l'ICE a abattu de trois balles dans la tête une femme, Renee Good, venue protester contre leurs agissements. Les dirigeants américains assument et osent l'accuser de terrorisme, alors même que la vidéo du meurtre a été vue des millions de fois et que tout le monde a pu entendre le flic assassin, connu pour ses opinions d'extrême droite, lâcher en la tuant : « P... de salope ! » Le message de Trump s'adresse à tous les travailleurs : personne n'est à l'abri de ses coups.

... un message qui vaut aussi ici !

Cela se passe aux États-Unis. Mais que dire, ici, de la façon dont les flics détruisent les tentes où s'abritent les réfugiés, brûlent leurs affaires, traquent en mer les

migrants entassés dans des embarcations de fortune, empêchent les sauveteurs de les secourir ? Dans la nuit du 14 janvier, El Hacen Diarra, un travailleur mauritanien de 35 ans, est mort en garde à vue au commissariat du 20e arrondissement de Paris. Il avait été interpellé alors qu'il était tranquillement assis devant le foyer où il résidait : des vidéos montrent les flics le frapper violemment alors qu'il était à terre, dans son sang. Des centaines de personnes ont manifesté dimanche devant le commissariat. C'est une première réponse à cette violence policière raciste récurrente ici aussi, qui en appelle d'autres !

S'organiser pour que la peur change de camp !

Trump et les dirigeants des pays capitalistes se disputent les richesses de la planète, mais la véritable ligne de démarcation qu'ils sont tous en train de tracer est celle qui sépare les milliardaires, au nom desquels ils gouvernent, de nous tous. C'est à nous tous que les Trump, mais aussi les Macron, ont déclaré la guerre. Sauf qu'ils sont loin d'avoir gagné ! En déchaînant ses brutes dans le Minnesota, Trump a provoqué une réaction populaire : des milliers de personnes patrouillent pour pister les commandos de l'ICE, les mettre en échec et exiger leur départ. Et les exactions de Trump ont peut-être fini par créer les conditions d'une grève générale dans tout l'État : tous les travailleurs du Minnesota sont appelés à faire grève par leurs syndicats vendredi 23 janvier.

Aussi puissants qu'ils se croient, les grands de ce monde ne peuvent rien sans nous, car c'est nous qui faisons tout. Alors, il faut nous préparer à la riposte pour remettre les pendules à l'heure, pour que la peur change enfin de camp !

Assurance tout risque

Jeudi dernier l'alarme incendie a retenti au TCB. On a été très nombreux à être bloqués un moment dans l'établissement parce qu'un portail ne s'ouvrait pas. S'il y avait eu un vrai incendie, on aurait eu le temps de brûler dix fois. Heureusement il n'y avait pas de feu et ça viendrait d'un déclencheur d'alarme défectueux. On a de quoi se sentir en sécurité au TI... mais gare à celui qui jettera son mégot par terre !

Y a pas le feu au lac

En décembre on est nombreux à ne pas avoir touché l'indemnité locale. Ce serait un oubli à cause du passage à Optimum. On nous fout la pression pour sortir les rames dans les délais mais pour nous payer en temps et en heure la direction est plus laxiste.

Appel à témoin !

Selon les médias, les cheminots ont été augmentés de 16%. Si vous avez été témoin ou directement concerné par cette augmentation, merci de nous contacter dans les plus brefs délais.

De l'argent, il y en a

En 2024, la SNCF a encaissé 1,6 milliards d'euros de bénéfices et au premier semestre 2025, 950 millions. Par notre travail, c'est nous qui créons tous ces bénéfices. Mais que nous ont-ils concédé ? Les 2000 euros minimum pour tous ?

Non, 0,3% d'augmentation, soit 4,33 euros net par mois pour un smic.

Loi Transport : une atteinte au droit de grève

Le 14 janvier dernier, la commission des lois de l'Assemblée Nationale a approuvé un projet de loi visant à priver les agents des transports de leurs droits de grève 30 jours dans l'année.

Ce projet de loi contient d'autres mesures du même tonneau : allongement du délai de D2I de 48 à 72 heures, interdiction des préavis longs, ou encore la suppression de la possibilité de faire grève sur des durées courtes, comme les grèves de 59 minutes.

La volonté de limiter le droit de grève dans le secteur ferroviaire n'est pas nouvelle. Elle relève d'un vieux fantasme politique à droite. Ces attaques ravivent une rhétorique bien connue, celle des « cheminots preneurs d'otages » lors des vacances ou des jours fériés.

Pourtant, les grèves cheminotes luttent pour l'amélioration de la qualité du réseau, en revendiquant des embauches et des moyens, clairement dans l'intérêt des usagers.

Le texte doit encore être débattu au Parlement et toutes les dispositions ne seront peut-être pas adoptées.

Mais la meilleure réponse pour défendre nos droits

élémentaires, elle est à chercher du côté des travailleurs de Météo-France ces dernières semaines : contre la volonté de leur direction de restreindre leur droit de grève au nom de la « continuité de service », les agents ont répondu par l'action collective et la grève.

Santé : la justice suspend la révocation abusive d'une infirmière de l'AP-HP

Le tribunal administratif de Paris a suspendu en référé la révocation de Majdouline, infirmière, renvoyée pour port d'un calot. L'AP-HP devra la réintégrer d'ici un mois. C'est un premier coup d'arrêt, avant le jugement sur le fond dans quelques mois. C'est surtout une première victoire pour l'infirmière et ses collègues, qui subissent une chasse misogyne et raciste à l'hôpital sous couvert de laïcité. Depuis quand, on ne peut plus porter un calot à l'hôpital ? Le prétexte fallacieux de l'hygiène, soutenu par l'APHP, est bidon, et la sanction est d'autant plus disproportionnée. Majdouline aura besoin d'encore plus de soutien pour les prochaines étapes !

USA : déjà 9 meurtres de l'ICE en 4 mois

Le meurtre de Renée Nicole Good à Minneapolis par la police de l'immigration américaine est le neuvième en quatre mois. L'agent a tiré trois fois, à bout portant, en plein visage, sans qu'elle ne présente la moindre menace. La version de la police, qui prétend une « légitime défense », est démentie par les vidéos de témoins. À ces 9 malheureux, il faut ajouter au moins 32 morts en détention en un an de campagne anti-migrants. Un bilan qui risque de s'alourdir car l'administration Trump ne compte pas cesser sa chasse aux migrants et la répression de ceux qui leur viennent en aide.

Iran : la révolution se poursuit

Alors que dans tout le pays les manifestations se poursuivent contre le régime des mollahs, depuis son exil doré des États-Unis, Reza Pahlavi, le fils du chah, le dernier empereur chassé par la révolution en 1979, tente de s'imposer comme une alternative à la république islamique. Soutenu par Trump, il se pose en homme providentiel capable d'amener la paix et la démocratie dans le pays. On n'a plus qu'à y croire. Mais il ne faut pas oublier que le régime monarchiste tomba il y a quarante ans, tellement il était détesté par la plus grande partie de la population. Il était certes laïc mais aussi féroce dictatorial et sa police politique, la Savak, emprisonnait et massacrait à tour de bras les opposants. Si la république des ayatollahs devait tomber, il faudrait que les travailleurs ne comptent que sur eux-mêmes pour la remplacer.